

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1500

Rubrik: Dossier
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Féministes et fières de l'être!

«Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus que je sois confondue avec un paillason.» Ces propos tenus en 1913, par Rebecca West¹, illustrent au mieux le sentiment qui a mené et mène encore tant de femmes et de générations à se battre pour que l'égalité des sexes devienne une réalité. A l'occasion du 8 mars, des féministes disent leur fierté de participer à un mouvement profondément émancipateur: conversation.

PAR MARIE-JO GLARDON, LAETITIA CARRERAS, MICHÈLE GOEPFERT, MARYELLE BUDRY

-Parce qu'on veut promouvoir toutes les qualités des femmes, les faire respecter. C'est magnifique de s'admirer mutuellement car ensemble nous sommes fortes! Le mouvement des femmes se place sur le plan de la culture, de la vie quotidienne, de nos corps à coeurs avec les hommes. Quand on discute d'égalité, la passion n'est pas loin, impossible de le faire sans que ressorte un petit bout de tripes... C'est la raison pour laquelle on ne s'embête jamais avec les féministes.

- Moi, je me suis sentie vraiment meilleure à partir du moment où j'ai été convaincue que mes intérêts en tant que femme étaient tout aussi importants socialement que ceux de mes camarades masculins. Tout ce qui nous intéresse est important, même les fringues et le linge bien repassé, si ça se trouve.

- C'est complètement essentialiste, ce que tu racontes !

- Pas essentialiste mais essentiel: les qualités féminines, le souci des autres et du bien-être, le don et l'engagement pour éduquer les enfants, tout cela est en soi nécessaire à la société. Il suffit d'embarquer aussi les hommes dans l'aventure, et qu'ils prennent de la graine de notre expérience: l'art de tout mener de front et de faire plusieurs choses à la fois.

- Je suis féministe par goût de l'émancipation, c'est comme une lueur dans la nuit.

- Moi, j'aime l'idée que toutes les femmes de la planète sont concernées par nos combats. Parvenir à une citoyenneté égale pour les hommes et les femmes dans le monde entier, c'est une belle lutte.

Tout remettre en question...

-Pour moi, être féministe, c'est avant tout remettre en question «l'ordre des choses», questionner les pratiques quotidiennes existantes et les déconstruire, c'est une quête parfois difficile et douloureuse, mais toujours passionnante. Mon engagement est inhérent à une réflexion sur ce que je suis et ce que je fais, que ce soit au niveau de l'exercice du pouvoir, de la construction de relations amoureuses et affectives, comme sur la manière dont j'ai été socialisée en tant que petite fille et en tant que femme.

Le féminisme, c'est une continuité entre l'individuel et le collectif. Le «je» devient moins fondamental et solitaire, il rejoint quelque chose de plus vaste, le «nous». Nos difficultés peuvent être généralisées, ce que nous croyons être personnel ne l'est pas. Cela développe une certaine modestie et engendre une

grande force. De plus, le féminisme est lié à un refus de toute forme d'injustice. Ce lien débouche sur des solidarités avec d'autres personnes ou groupes sociaux, qui souffrent de discrimination.

...jusque dans nos lits

- Le féminisme, pour moi, c'est une vision du monde, un vaste mouvement qui regroupe des tendances et des façons d'agir très diverses. Le fonds commun, c'est l'exigence de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, la liberté de construire sa vie sans préjugé et le respect de la dignité de chacune et chacun. C'est un mouvement profondément libérateur, qui n'a jamais construit de hiérarchie, qui remet en cause toute l'organisation sociale et qui a fait évoluer les lois et les mentalités sans jamais prôner la violence. C'est le premier mouvement politique qui a démontré que le côté privé de nos vies est aussi politique et que, si nous voulons la liberté et la dignité, nous devons porter nos interrogations et nos analyses jusque dans nos lits.

Un sens à la vie

- Née avant le mouvement des femmes: j'ai été élevée, tant à la maison qu'à l'école dans l'idée que mon futur serait celui d'une épouse et d'une mère dévouée. J'aurais voulu être un garçon pour partager tous leurs jeux, pour rêver un avenir d'explorateur, sans que mes camarades ne raillent. J'avais envie de fréquenter des garçons et d'être appréciée par eux. Non seulement pour essayer de les séduire, comme c'était mon devoir, mais plus profondément pour me faire respecter, comme eux. C'est par le MLF que j'ai appris à m'aimer en tant que femme et à aimer être avec des femmes. Grâce au mouvement, j'ai dépassé ce besoin des hommes pour exister, je me suis politisée, je me suis cultivée, je me suis affirmée, je me suis disputée haut et fort, je me suis amusée, j'ai connu de grands bonheurs et bien sûr aussi des déceptions multiples, mais ma vie a pris un sens. Entrée dans le mouvement féministe en 1974, j'y resterai jusqu'à ma mort.

¹In Clémentine Autain, *Alter égaux: invitation au féminisme* Robert Laffont, 2001.

Ces femmes qui ont changé notre histoire

1971, la Suisse octroie les droits civiques aux femmes; 1981, l'égalité entre hommes et femmes est inscrite dans la Constitution helvétique. Pour celles et ceux qui ne sont pas coutumier-e-s des lenteurs du système politique suisse, ces deux dates ont de quoi surprendre. Alors que pour la plupart de ses voisins, le suffrage féminin était un fait depuis des décennies, la Suisse s'est obstinée à refuser la citoyenneté à la deuxième moitié de sa population jusque dans le 20^e siècle tardif. Et si aujourd'hui la Suisse a rattrapé un peu de son retard en matière d'égalité entre les sexes, c'est en grande partie grâce à la volonté de quelques femmes, trop souvent encore méconnues. Emilie Gourd, Iris von Roten et Gabrielle Ethenoz-Damond sont de celles qui ont largement contribué à faire avancer la cause de toutes les femmes en leur permettant d'acquérir des droits légitimes et de sortir du carcan social étroit où elles étaient confinées.

E.J.-R.

Emilie Gourd (1879-1946) est peut-être la plus connue de ce trio. Militante du 20^e siècle naissant, elle se bat sur tous les fronts pour que les femmes acquièrent des droits, droits civiques évidemment, mais aussi droits sociaux et droits civils. Son activisme se fait principalement par le biais de l'Association suisse pour le suffrage féminin, l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes, l'Ouvroir de l'union des femmes de Genève, qui offraient des salaires décents aux ouvrières frappées par la guerre, et le Mouvement féministe suisse, journal ancêtre de l'Emilie. Malheureusement, les combats menés par Emilie Gourd n'aboutiront pas de son vivant ! Morte en 1946, elle n'aura pas l'occasion de mettre un bulletin de vote dans une urne malgré les pétitions et les initiatives lancées tous azimuts par l'Association suisse pour le suffrage féminin qu'Emilie Gourd préside de 1914 à 1928. Mais son travail d'information et de propagandiste auront permis d'attirer des milliers de femmes à la cause. De plus, elle et ses sœurs de lutte ont construit le socle sur lequel ont pu s'appuyer les générations d'après-guerre afin que les femmes de Suisse obtiennent un peu de la reconnaissance qui leur est due.

Avec Iris von Roten (1917-1990), le ton change. En 1958, cette Bâloise publie un livre intitulé *Frauen im Laufgitter* (*Femmes en cage*) qui provoque un scandale en osant penser la domination masculine. En effet, si les revendications pour le suffrage féminin sont désormais tolérées - à défaut d'être approuvées - la société suisse n'est pas encore prête à remettre profondément en cause les rapports d'inégalité entre hommes et femmes. Lors de la deuxième Exposition suisse du travail féminin (SAFFA), même l'Alliance de sociétés féminines suisses se distancie du livre d'Iris von Roten, jugé contraire à l'esprit positif de la SAFFA. Pourtant à peine une dizaine d'années plus tard, les propos d'Iris von Roten seront devenus la pensée commune de toutes les féministes. Son grand tort aura été d'avoir

dit trop tôt ce que beaucoup revendiqueront plus tard, ainsi par exemple : «... La rengaine des apôtres de la féminité, avec sa féminité qui n'a pas moins de valeur, mais une valeur différente, ne signifie rien d'autre que ceci : toute femme doit se consacrer «en toute neutralité» au travail d'épouse et de mère comme la plus grande oeuvre de sa vie, [...]; par contre, les femmes qui n'ont pas d'homme prêt à subvenir provisoirement ou généralement à leurs besoins ou à ceux de leurs enfants doivent s'activer comme des abeilles ouvrières asexuées et zélées, mais peu rentables. Les règles de vie en communauté établies par la gente masculine leur indiquent précisément comment et où.¹»



Gabrielle Ethenoz-Damond illustre quant à elle une catégorie morale bien particulière que l'on pourrait nommer «le courage tranquille». Née en 1921 dans un milieu modeste typique de la Suisse romande d'Entre-deux-guerres, elle accomplit un parcours extraordinaire en toute modestie. Présidente de l'Association pour le suffrage féminin, elle décide, un jour de 1960, d'aller avec les autres membres nyonnaises de l'Association «voir ce que disent les hommes au Conseil communal». Les hommes du Conseil communal sont donc obligés de remarquer ces femmes décidées à participer à la vie politique. Aussi lorsque le père de Gabrielle Ethenoz-Damond démissionne en cours d'année de ce même Conseil, c'est presque naturellement que le Parti socialiste demande à sa fille de le remplacer au pied levé. Il faut dire que ses activités féministes et syndicales en font une candidate idéale. Elle sera ainsi une des toutes premières femmes suisses à siéger dans un parlement. Nous sommes en 1960 et l'année précédente, le suffrage a été refusé aux femmes sur le plan fédéral, mais accordé sur le plan cantonal aux Vaudoises. Il reste cependant à Gabrielle Ethenoz-Damond à se confronter à l'électorat. C'est chose faite en 1961. Elle est même si bien élue que le parti socialiste lui demande de valoriser sa liste lors des élections cantonales de 1962. Et là encore, Gabrielle Ethenoz-Damond sait si bien valoriser la liste socialiste qu'elle est elle-même élue au Grand Conseil vaudois. Elle y restera 17 ans. Et si Gabrielle Ethenoz-Damond mérite le titre de pionnière, elle reste également un exemple tout à fait actuel, puisqu'à 85 ans, cette toujours jeune octogénaire siège encore au Conseil communal nyonnais, anime l'Université populaire et milite comme au premier jour.

¹Seuls extraits traduits en français du livre *Frauen im Laufgitter* d'Iris von Roten, à découvrir sur le site www.val-lilith.ch

Le féminisme: entre réflexion, revendication et méfiance

Le féminisme est un mouvement aux enjeux complexes. Entre un volet théorique, qui se propose de repenser le politique et l'organisation sociale, et un volet militant, qui lutte sur le terrain contre les exclusions dont les femmes sont encore victimes, le féminisme doit en outre affronter une méfiance très répandue. Voici un rapide aperçu de quelques-uns des enjeux actuels du féminisme et des obstacles subjectifs qu'il rencontre.

Le féminisme: à la croisée des réflexions sur l'exclusion

CORINNE TADDEO

Le féminisme est un mouvement politique et social. Il a, dès ses débuts, été associé, directement ou indirectement, à d'autres mouvements de revendications, qu'elles soient sociales ou économiques. La permanence d'une ou de plusieurs formes de domination, de normes de citoyenneté conduisant à des formes plus ou moins radicales d'exclusion de la société, souligne la nécessité de lutter contre les discriminations et leur cortège de citoyen-ne-s de deuxième ou troisième zone.

Ces dernières décennies, deux grands courants ont traversé les mouvements féministes, qui peuvent être définis par les termes d'«égalitaire» et «différentialiste». Chacun de ces deux courants a proposé des solutions différentes à une même problématique, celle de la domination d'un groupe par un autre. Que l'on choisisse de la résoudre en effaçant toutes les différences ou en les revendiquant, ces deux directions ont montré leurs limites. Le genre, et toutes les études qui y sont associées, a permis d'élaborer un nouveau cadre de réflexion sur la domination et la construction sociale de figures dominantes.

L'actualité et la pertinence des questions féministes sont liées aux diverses formes de dominations – économique, politique, raciale, sociale et, évidemment, de genre – qui traversent la plupart des enjeux sociaux de nos jours. Les écueils théoriques et autres apories que le féminisme a déjà rencontrés, durant plus d'un siècle de luttes et de débats internes pourraient, peut-être, permettre de trouver des solutions plus rapidement à ces problèmes de société qui se retrouvent dans toutes les polémiques liées aux mouvements actuels de revendications.

Les victoires légales des mouvements féministes et leur difficile application met en relief la multiplicité et la complexité des discriminations. L'égalité en droit n'a pas de répercussion directe sur l'inégalité économique. Une des possibilités explorées actuellement afin de compenser ce «dommage collatéral» serait une pratique non pas «égalitaire» mais «équitable» du droit, qui tiendrait compte des situations particulières des personnes, et ce avec tous les dangers d'arbitraire que cela comporte. L'imperfection d'une telle réponse, non seulement concernant les femmes mais aussi tous les problèmes liés au multiculturalisme, entre autres, est d'une très grande importance dans nos pays. C'est sur elle que se fondera le futur de notre système politique, puisque lui-même est fondé sur le droit.



1971-2006

Le féminisme et les questions de genre sont donc l'occasion de chercher des solutions qui renforceraient nos démocraties, en facilitant la coexistence de tous, alors que celles-ci sont furieusement attaquées par toutes sortes d'idéologies basées sur l'exclusion de l'autre. Sans l'idée d'un état où tous et toutes sont égaux, le féminisme, comme toutes les luttes sociales, n'a pas de racines.

Migrantes enfin visibles

LAETITIA CARRERAS

Les travailleuses et travailleurs sans statut légal, qui sont à Genève, majoritairement des femmes, se retrouvent dans une impasse. Après les espoirs soulevés par le processus de régularisation collective et la demande du Conseil d'Etat genevois auprès du Conseil fédéral, les signaux émis par Berne annoncent un échec. Dans d'autres pays européens, les régularisations collectives ont permis, sous certaines conditions, aux travailleuses et travailleurs sans statut légal d'obtenir un permis de séjour et de travail. Nous l'avons vu dernièrement en Espagne. Les autorités fédérales prétendent que la régularisation au cas par cas, aux critères ô combien drastiques et aléatoires, est suffisante.

Le durcissement des lois sur les étrangers (LEtr) et l'asile (LAsi) va avoir comme conséquence l'augmentation du nombre de personnes sans statut légal. Parce qu'elles renforcent les discriminations à l'égard des migrant-e-s extra-européen-ne-s en général et des femmes en particulier, ces lois sont combattues par un double référendum. Deux exemples, dans la LEtr, la chasse aux mariages blancs sera renforcée et les permis hors-contingent seront limités aux migrant-e-s extra-européen-ne-s hautement qualifié-e-s. Les mariages mixtes touchent deux fois plus les femmes que les hommes d'origine étrangère. Quant aux hauts degrés de qualification, ils sont bien souvent l'apanage des hommes. Cette loi, bien qu'écrite de manière épicienne, prêterait davantage les femmes. En outre, le spectre de la loi contre le travail au noir commence, bien qu'elle ne soit pas encore appliquée, à avoir des effets (licenciements, réduction de l'offre de travail). Les personnes employeuses ont peur.

Les femmes migrantes sans statut légal sont une main d'œuvre bon marché, qui permet à l'Etat de ne pas investir davantage dans les crèches, les EMS, l'aide à domicile, voire même à imaginer réduire les subventions allouées dans ces

domaines. De plus, l'inégale répartition du travail domestique au sein des couples engendre la sous-traitance (externalisation). Aucune des revendications féministes n'est prise en compte, notamment la remise en cause du modèle actuel (réduction du temps de travail pour toutes et tous, réflexion sur les tâches que nous souhaitons ou non externaliser).

L'enjeu de la reconnaissance du secteur de l'économie domestique comme un secteur à part entière est crucial pour les femmes. Des permis de séjour et de travail devraient être accordés aux femmes qui travaillent dans ce secteur, quels que soit leur pays de provenance. L'actuelle politique migratoire profondément raciste, qui divise le monde entre migrant-e-s «inté-grables», c'est-à-dire les «bons» et les «autres» doit disparaître. Nous espérons que toute féministe, en solidarité avec les migrantes, soutient le double référendum.

Propos de non-féministes

PROPOS RECUEILLIS PAR MARYELLE BUDRY

Pacou, 27 ans, vit en communauté

Je rejette tous les termes en -iste, je ne veux pas être étiquetée et cadrée, je veux être de toutes les luttes, pas d'une seule lutte. Je suis contre la société en général, donc l'égalité de salaires m'importe peu, qu'avons-nous besoin de l'égalité dans les fausses valeurs du capitalisme ? Mais je me sens monter une rage féministe quand je vois des femmes et des hommes se plier aux rôles traditionnels. Et je me sens de mieux en mieux entre copines. Nous avons décidé de reprendre la pratique du self help, l'examen gynécologique autonome en groupe.

Mado, 27 ans, travaille dans le cinéma

Dans ma vie, je ne sens aucun malaise découlant de l'inégalité. Je sais que je dois cette situation aux luttes des féministes, mais moi, je n'ai aucune raison de revendiquer actuellement. En revanche, je me sens devenir féministe quand je voyage, en Tunisie par exemple. Même si les Tunisiennes ont obtenu le droit de vote avant les Suissesses, vous voyez, c'est complexe !

Zenia, créatrice indépendante, la cinquantaine :

Je ne suis pas militante de cette manière, je préfère agir sur des réalités sociales qui impliquent aussi bien des hommes que des femmes, mais sans militantisme politique, en agissant de l'intérieur de situations concrètes. Je n'aime pas l'idée d'un sexe se défendant/se battant contre l'autre, je n'y crois pas, je vois autant de victimes chez les hommes que chez les femmes. Je déteste la dimension revendicatrice du discours des femmes, souvent elles-mêmes privilégiées socialement, qui établissent des ghettos féminins, voire lesbiens. Je hais depuis toujours les ghettos, les fanatismes, les prosélytismes, ils sont réducteurs de la réalité, ils ne l'élargissent pas.

Rania, Mère au foyer, 38 ans

Je ne suis pas féministe, car je sais que cela demande un engagement de temps et d'énergie. Je suis d'une génération qui voit d'un mauvais œil la lutte sociale. C'est dévalorisé, parce que c'est brasser du vent inutilement, ridiculement. Il n'y a pas de mouvement social qui porte, sauf à la Boillat. Bon, toute seule dans mon coin, je trie mes déchets, je vote, j'assume le minimum citoyen. Je sais que j'ai tout eu, tout cuit, grâce aux luttes antérieures, celles de ma mère notamment. La famille a déjà donné !

Juliette, 53 ans, a élevé seule ses enfants, profession indépendante

Féministe, cela sonne comme extrémiste ! Ce terme m'évoque les femmes radicales, dures que j'ai croisées dans ma vie, comme celles de l'Anti-congrès de 1975 qui m'ont huée car j'étais venue avec un compagnon. Les femmes sont du principe yin, elles sont douces et rondes, elles complètent le yang des hommes. Les femmes doivent garder leur féminité. Je n'aime pas les termes guerriers utilisés dans le féminisme, qui donnent à penser aux hommes qu'ils sont exclus. Cela dit, je ne mets pas en cause le mouvement. J'aime beaucoup qu'il y ait des lieux d'écoute, de soutien spécifique et d'information pour les femmes. Dans mon enfance en internat religieux, on m'a élevée dans l'idée qu'un baiser sur la bouche était un péché mortel ! J'ai mis des années à me sentir bien dans ma peau. Je veux bien reconnaître les victoires des femmes, mais utilisez un autre mot !

Sara, 22 ans, étudiante

Je ne suis pas féministe, car je ne lutte pas. Personnellement, je n'ai pas encore affronté une seule situation de discrimination. Cela viendra, car je sens des différences sournoises à l'Université. Je constate qu'il n'y a que 10 % de femmes profs et que les femmes préfèrent les petits postes modestes, plutôt que de se lancer dans le milieu compétitif. Et, j'ai envie de déconstruire les rapports de domination et de revaloriser le rôle des femmes dans l'Histoire. Je vais faire mon travail de licence sur la mobilisation des femmes dans la révolution mexicaine.

Du MLF au féminisme contemporain: regards croisés

Entre le militantisme des années septante et celui d'aujourd'hui, les paramètres ont changé. Le récit et l'interview qui suivent témoignent des différences entre l'engagement d'il y a trente ans et l'actuel.

Un événement emblématique du Mouvement de Libération des Femmes

PAROLE DE MICHÈLE GOEPFERT,
RECUEILLIE ET MISE EN FORME PAR LAETITIA CARRERAS

Pour moi, un événement emblématique, parmi beaucoup d'autres, montre l'esprit du Mouvement de Libération des Femmes. En 1977, je vivais à Manchester où j'étais engagée depuis le début des années 70 dans le Mouvement. Une jeune femme, serveuse dans un bar, a été violée et torturée sexuellement par un jeune homme du régiment des gardes de la Reine. La jeune femme a eu le courage de porter plainte et l'homme a été six mois en préventive. Suite à ce viol, elle a dû suivre durant une longue période des traitements médicaux lourds. Lors du jugement, le juge a annoncé, alors que l'homme avait été reconnu coupable et condamné à trois ans de prison, qu'il n'était pas souhaitable de ruiner une carrière militaire si prometteuses pour une histoire de sexe. L'homme est donc sorti libre du tribunal. Quand nous avons appris cette libération, il y a eu une indignation générale, c'était scandaleux. Le soir même, des groupes de féministes se sont donnés le mot pour réagir et peindre des slogans en rouge durant la nuit, dans plusieurs villes de Grande Bretagne : Rape Is A Crim ; Queens Guard Rapist-Freed ; Sack The Judges-Stop Rape Now ; Join The Army, You Can Rape Women. Le lendemain matin, les gens ont tout de suite compris que c'était les femmes qui s'étaient mises d'accord pour faire ça. Quelques journaux en ont parlé. Bien sûr, cette action ne suffisait pas, mais la colère et l'indignation ont pu s'exprimer. Une amie, Lesley, et moi-même n'avions pas pu participer à cette action, nous avons alors décidé de remettre ça, rien que les deux. Nous sommes parties vers le centre ville et Lesley me dit : «allons sprayer le Palais de Justice». Elle a écrit en gros Woman Demand Justice. La police nous a remarquées, embarquées au poste et interrogées. Suivant la procédure habituelle, nous devions passer la nuit en cellule et comparaître le lendemain devant la Cour. Comme nous avions le droit de lancer un coup de fil chacune, nous avons appelé nos amies. Le lendemain matin, nous avons vu l'avocat habituel des gauchistes et il nous a informées que toute la nuit nos amies s'étaient mobilisées et qu'il y avait une manifestation dehors, demandant des changements de la loi sur le viol. Nous avons expliqué au juge le pourquoi de notre action. Lesley a parlé du viol et du fait que l'homme était libre, alors que la femme devait encore se rendre à l'hôpital. Moi, j'ai dénoncé le fait que nous n'avions pas eu accès aux médias, et que nous avions dû trouver d'autres moyens d'expression. Le juge nous a proposé de nettoyer les murs ou de nous amender, nous avons toutes les deux opté pour l'amende. A Manchester, dans les journaux, on parlait davantage de cette manif que des graffitis. Après nous

sommes allées boire un pot et nous avons fait circuler une sébile afin de réunir l'argent pour payer l'amende. Ensuite, nous sommes allées récupérer nos vélos au poste. Il y avait beaucoup de policiers à l'accueil et l'un d'entre eux nous a demandé ce que nous avions fait. Alors, Lesley et moi, nous avons raconté fièrement pourquoi nous avons été arrêtées. Silence total à l'accueil, alors que l'on s'attendait à ce qu'ils ricanent, comme les gars de la veille. A l'époque, j'enseignais le français dans une école de langue. Quand je suis arrivée, j'ai croisé la concierge de l'école, qui avait lu le Manchester Evening News et donc qui savait ce que j'avais fait la veille, il m'a aussitôt déclaré : «c'est vraiment bien ce que vous avez fait».

Quand je repense à cette histoire, ce qui me frappe est la capacité de mobilisation et d'indignation que nous avions. Les femmes se connaissaient et nous pouvions nous mettre d'accord très, très vite. C'était important de dénoncer, nous n'avions pas peur d'être hors la loi, nous n'avions pas peur d'être impertinentes. Nous combattons notre sentiment d'impuissance et cela nous permettait de récupérer de la joie de vivre. Ce qui n'est pas du tout emblématique dans cette histoire, ce sont les médias. D'habitude, ils nous ridiculisaient et nous traitaient d'anti-hommes. Cette fois-là, ils ont plutôt été de notre côté.

Militer au collège

Amal Safi a 18 ans et étudie au Collège De Staël à Genève. Féministe, elle a décidé de prendre part de manière active à la lutte des femmes en militant notamment dans son entourage scolaire depuis plusieurs années.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE BALLEYS

L'émilie : Comment est né le besoin ou l'envie de t'engager pour les causes féministes ?

Amal Safi: Je suis devenue féministe en observant simplement la réalité. Le simple fait que les femmes en général effectuent la majorité des tâches ménagères m'a fait ouvrir les yeux sur les différences de traitement entre femmes et hommes. Dans mes études aussi, chaque fois qu'il s'agit d'un événement historique, politique ou l'étude d'un mouvement artistique, ce sont toujours des hommes qui sont cités. Je me suis d'abord demandé si cela voulait dire que les femmes n'étaient pas capables de faire ce type de chose, de tenir les rênes. Puis, il y a deux ans, j'ai adressé une pétition à la Direction du Collège afin que nous étudions plus d'oeuvres de femmes, qu'ils en tiennent compte lorsqu'ils établissent les programmes scolaires. Depuis, on peut dire que cette initiative a eu un certain écho auprès de quelques professeur-e-s, mais cela dépend de leur bonne volonté, car de la part de la Direction il ne s'agit que d'une recommandation.